Interview de Michel Fayad par Arnaud Benedetti : « Le régime ne montre aucun signe de capitulation »

Arnaud Benedetti

1/ Que change l'élimination d'Ali Larijani ?

Secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale depuis août 2025, Ali Larijani était devenu, dans les semaines précédant le conflit, le dirigeant de facto de la République islamique. Il coordonnait la riposte iranienne depuis le premier jour des frappes et servait de pivot entre l'appareil sécuritaire et les canaux diplomatiques. Il incarnait aussi, avec son frère Sadeq, président du Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime, l'un des piliers dynastiques d'un système théocratique où les deux frères ont été, chacun à leur poste, des instruments fidèles — l'un pour la répression judiciaire, l'autre pour la projection militaire et diplomatique.

Son élimination fragilise la capacité de coordination du régime sans le faire tomber. Larijani était un profil rare capable de faire tenir ensemble l'appareil des Gardiens et un canal diplomatique vers l'Occident — non par modération, mais par calcul stratégique pour la survie du système. Ce calcul disparaît avec lui : le régime devient plus rigide, plus fragmenté dans ses prises de décision, moins capable de gérer une sortie de crise.

Mais la vraie question n'est pas seulement de savoir si ce régime mérite de tomber — il le mérite —, c'est ce qui pourrait émerger ensuite. L'affaiblissement de l'axe chiite ne crée pas l'islamisme sunnite, déjà implanté depuis longtemps, avec ses réseaux transnationaux et ses financeurs. En revanche, il libère un espace stratégique que les forces wahhabites, salafistes et takfiristes, déjà structurées, sont prêtes à occuper. Les chancelleries occidentales et les analystes doivent anticiper dès maintenant ce déplacement du centre de gravité de la menace islamiste, car c'est là que réside le défi le plus durable pour la région et pour l'Europe.

2/ Où en sommes-nous, au 21 mars, de l'état des opérations conduites par Washington et Tel-Aviv ?

Nous sommes au 21e jour du conflit, officiellement désigné sous les noms d'opération « Furie épique » du côté américain et « Lion rugissant » du côté israélien. Le Pentagone a déployé un troisième porte-avions dans la région et acheminé des renforts aériens, maritimes et terrestres substantiels. Israël frappe durement le Liban en parallèle, poursuit l'élimination systématique de figures dirigeantes du régime, et son porte-parole militaire a déclaré qu'Israël allait « traquer, trouver et neutraliser » Mojtaba Khamenei, le nouveau

Guide suprême.

Les deux alliés ne poursuivent pas exactement les mêmes objectifs. Washington cherche à détruire les capacités balistiques et nucléaires iraniennes dans un délai contrôlé, en veillant à la stabilité des marchés énergétiques. Israël, lui, adopte une ligne maximaliste : il vise les têtes dirigeantes, dispose de nombreuses cibles encore intactes et considère qu'il s'agit d'une opportunité historique d'affaiblir durablement le régime.

De son côté, l'Iran ne montre aucun signe de capitulation. Mohsen Rezaee, conseiller militaire du nouveau Guide suprême, a posé publiquement ses conditions pour tout cessez-le-feu : retrait total des forces américaines du Golfe Persique, réparations intégrales et garanties de sécurité à long terme. La réponse américaine est ferme : aucun accord sans reddition inconditionnelle. Ce décalage rend toute sortie de crise à court terme improbable.

Nous sommes donc dans une guerre réelle, assumée, mais dont le terme reste incertain. La chute de la République islamique, si elle survient, sera une délivrance pour les peuples opprimés depuis des décennies — le peuple iranien d'abord, mais aussi le Liban, saigné par le Hezbollah. La lucidité stratégique commande néanmoins de s'interroger dès maintenant sur l'après : le vide laissé pourrait être comblé par des réseaux wahhabites, salafistes et takfiristes déjà structurés et prêts à agir, financés par des pétrodollars du Golfe.

3/ Que savons-nous de la structure de commandement du régime ? Qui dirige ?

Le pouvoir iranien fonctionne aujourd'hui selon une architecture de survie, distribuée et souterraine, sans chef unique clairement identifiable de l'extérieur. Plusieurs pôles en structurent néanmoins l'équilibre :

Mojtaba Khamenei est l'autorité formelle, désigné Guide suprême par l'Assemblée des experts début mars. Sa légitimité reste précaire. Il n'a exercé aucune fonction exécutive, ne s'est jamais montré en public depuis sa nomination, et communiquerait uniquement par écrit depuis un abri sécurisé.

Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement et ancien commandant du CGRI, est la figure la plus active et visible. Il coordonne l'effort de guerre quotidien, gère les affaires internes et représente la continuité exécutive du régime.

Mohsen Rezaee, vétéran du CGRI et nouveau conseiller militaire du Guide suprême, assure la liaison entre le politique et le militaire et pose les conditions de sortie de crise côté iranien.

Sadeq Larijani, frère d'Ali et président du Conseil de discernement, reste un relais institutionnel puissant, même si son rôle opérationnel dans la guerre directe est difficile à

apprécier.

Mohammad Ali Jafari, ancien commandant en chef du CGRI, conserve une influence stratégique sur les opérations asymétriques et les proxies et alliés régionaux (Hezbollah, Hachd al-Chaabi, Houthis), qui constituent le levier principal d'action régionale du régime.

Le pouvoir n'est donc pas concentré : il repose sur un équilibre mouvant entre ces pôles, où le poids du sécuritaire et des réseaux informels augmente fortement. Le régime tient encore, mais en mode dégradé, opaque et vulnérable, ayant perdu les profils capables de penser au-delà de la survie immédiate. La question décisive reste celle du vide qui se créera derrière lui dans la région et dans le monde, que les forces islamistes sunnites radicales sont déjà prêtes à exploiter.